

## **Assassinat du nouveau dirigeant du Hamas : Kofi Annan redoute les conséquences**

*18 avril* – Pour la deuxième fois en moins d'un mois, le Secrétaire général de l'ONU condamne l'assassinat extra-judiciaire du dirigeant du Hamas, redoutant cette fois-ci une détérioration accrue de la situation.

Le 22 mars Kofi Annan condamnait l'assassinat par Israël du chef spirituel du Hamas, le cheikh Ahmed Yassine, au cours duquel huit autres personnes avaient été tuées.

Cette fois-ci, moins d'un mois après, la condamnation portée par Kofi Annan concerne l'assassinat du successeur du cheikh Yassine, Abdelaziz Rantissi.

Dans une déclaration rendue publique samedi par son porte-parole, le Secrétaire général, non seulement répète que les meurtres extra-judiciaires sont contraires au droit international et exhorte Israël à mettre fin à cette pratique mais il exprime son appréhension quant au risque de détérioration supplémentaire d'une situation déjà « fragile et alarmante. »

Selon Kofi Annan, la seule façon de mettre un terme à l'escalade de la violence, consiste pour les Israéliens et les Palestiniens à travailler à un processus de négociations viable ayant pour objectif un règlement juste, durable et global, basé sur la Feuille de route, le plan de paix mis au point par un Quatuor constitué par les Etats-Unis, l'ONU, le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Deux jours après l'assassinat du cheikh Ahmed Yassine, le 24 avril dernier, lors d'une séance extraordinaire convoquée d'urgence, la Commission des droits de l'homme à Genève avait condamné, par 31 voix favorables, 2 voix contre (Australie et États Unis) et 18 abstentions, les violations graves des droits de l'homme qui se poursuivaient dans le territoire palestinien occupé et en particulier le « tragique assassinat » du chef du Hamas.

La Commission notait avec inquiétude les incidences de tels assassinats par les forces israéliennes d'occupation sur la situation générale et redoutait une nouvelle vague de violence.

Le lendemain, 25 mars, les Etats-Unis mettaient leur veto à un projet de résolution, présenté par l'Algérie et la Libye, condamnant l'assassinat du cheikh Yassine mais aussi, pour la première fois dans le contexte de la question palestinienne, « toutes les attaques terroristes dirigées contre quelque civil que ce soit, ainsi que tous les actes de violence et de destruction. »

L'ambassadeur de la France, Jean-Marc de La Sablière, qui présidait à ce moment-là le Conseil de sécurité, selon le principe de la présidence tournante en vigueur, avait regretté qu'il n'ait pas été possible d'envoyer un message clair « en cette période de tensions exacerbées. »